



Le journaliste et lanceur d'alertes Boris Bertolt, évoque la raison professionnelle pour justifier sa proximité avec le col Emile Joel Bamkoui, patron de la sécurité militaire

Voici son texte

Depuis un peu plus de 72 heures, circule sur les réseaux sociaux, un enregistrement vocal, d'un entretien téléphonique entre le patron de la sécurité militaire camerounais, le Colonel BAMKOUI et moi-même. En confirmant avoir effectivement eu comme avec l'essentiel des acteurs de la scène publique camerounaise du pouvoir comme de l'opposition un entretien téléphonique avec cet officier supérieur, je tiens à faire la mise au point suivante sur deux points qui sont apparus dans les commentaires :

1) La critique contradictoire des sources est parmi les devoirs les plus absolus du journaliste. Ce préalable distingue le journaliste professionnel que je suis, de tout autre intervenant sur les réseaux sociaux. Cette contrainte professionnelle, codifiée par la charte de Munich, par toutes les chartes et lois nationales organisant la profession de journaliste oblige que je sois en contact avec tous les acteurs publics comme privés. Les professionnels de l'information ont habitude de dire : « Le journaliste c'est le carnet d'adresse ». Pour collecter. Pour traiter. Pour

mettre en forme. Pour publier une INFORMATION. J'aurais perdu toute crédibilité vis-à-vis de mes lecteurs si je n'observais pas ces mesures de base. Avec parfois des hauts et des bas. Je suis dans le devoir d'établir des liens avec des gens, de discuter de choses qui ne seront jamais publiques mais qui permettent de rechercher la vérité. C'est ce que j'ai fait avec le Colonel BAMKOUI ; et le gratifier de grand-frère n'est en rien un signe d'intimité, c'est une civilité typiquement camerounaise voir africaine qui m'évite de rappeler son grade à chaque fois. Je suis intervenu personnellement auprès de lui pour le respect des droits de l'homme.

L'enregistrement a été diffusé par un service de renseignement camerounais qui l'a balancé pas pour me nuire directement mais nuire au colonel dans la guerre des services qui s'est accentuée au Cameroun au fur et à mesure que pointe à l'horizon la fin du régime. Qu'un patron de la sécurité militaire parle avec un influenceur n'a rien d'anormal, avec qui voulez-vous qu'il parle dans le cadre de son métier ? Ici chacun est dans son rôle, lui comme moi. Les américains et les talibans ont bien parlé, ont négocié en Afghanistan. Même si je ne suis pas d'accord avec un tiers, je lui parle toujours que ce soit de mon initiative ou du sien. Je n'ai aucun problème à ce propos à partir du moment où cela me permet de donner au public une information de qualité.

2) Les informations que je diffuse ne sont objet d'aucun commerce. Et je mets au défi M. Oswald BABOKE, le Directeur adjoint du Cabinet Civil de la présidence qui l'a insinué dans une calomnie collective contre les lanceurs d'alerte, d'en apporter la preuve. Il faut simplement dire que ce ne sont pas les lanceurs d'alerte qu'on achète c'est Oswalde Baboke qui à travers son scribe Envana alias « Emiro », ex – journaliste de la Nouvelle Expression, professeur des Lycées détaché à la Présidence de la République du Cameroun qui alimente hebdomadairement la presse pour ses propres intérêts. Tenez par exemple, c'est toujours à travers Envana que Oswalde Baboke a engagé son entreprise de ternir l'image de l'actuel intendant adjoint de la présidence de la République qui occupe déjà auprès de Chantal Biya et de Paul Biya une place prépondérante et qui lui fait à lui de l'ombrage. Si les lanceurs d'alerte n'avaient pas été vigilants, ils se seraient laissés manipuler par Envana afin de satisfaire les intérêts d'Oswalde Baboke. Que dire des manœuvres d'Oswalde Baboke visant à nuire Nathalie Moudiki, la femme du tout puissant, Adolphe Moudiki, directeur de la Société Nationale des hydrocarbures (SNH) dans sa rivalité avec Samuel Mvondo Ayolo, directeur du cabinet civil. Donc vos leçons, M. Baboke, allez les faire ailleurs !

LE TRAVAIL DE VEILLE QUE JE MENE POUR L'ASSAINISSEMENT DES MŒURS PUBLICS AU CAMEROUN DEMANDE DU DISCERNEMENT ET DE L'ABNEGATION. PLUS DE RAISON QUE D'EMOTIONS. DISCUTER OU NEGOCIER AVEC Y COMPRIS CEUX QUI SONT PERCUS COMME DES CRIMINELS N'EST EN RIEN UNE FAUTE POLITIQUE, PROFESSIONNELLE OU MORALE. C'EST UNE MARQUE DE PROFESSIONALISME ET DE MATURETE POLITIQUE. JE CONTINUERAI A JOUER MA PARTITION DANS LA TRANSFORMATION DE NOTRE SOCIETE. CAR IL FAUT BEAUCOUP DE FINESSE, DE TACTIQUE ET DE STRATEGIE POUR FAIRE AVANCER DES DOSSIERS OU POUR SE BATTRE CONTRE DES INDIVIDUS DETERMINES A SE MAINTENIR AU POUVOIR PAR TOUS LES MOYENS.

?